

## La **RCC** ou le **Report** de **Charge Collective** !



Après plusieurs semaines de négociation, la direction de Clear Channel nous demande de signer un accord leur permettant de **supprimer 96 postes**.

La communication de l'employeur voudrait enfermer les salariés dans une vision individualiste du collègue "qui profite de l'occasion pour changer de travail ou partir en retraite" afin de mieux occulter la réalité future du collectif qui va rester et qui devra éponger la casse de ces emplois.

Malgré notre insistance, nous n'avons obtenue **aucune garantie** sur les conditions de travail des 900 salariés restants. Au contraire, la stratégie de la Présidente a été claire : **gel des embauches pendant deux ans !** Après le gel des salaires et les pertes de rémunération liées au chômage partiel, voici que CCF cherche à dégrader les conditions de travail des 900 personnes restantes qui devraient effectuer, en plus, le travail des salariés partants.

Votre syndicat CGT a proposé un compromis : que **chaque départ soit remplacé par un contrat d'insertion ou d'apprentissage**, contrats qui coutent peu à l'entreprise. Le but de CCF visant à diminuer la masse salariale aurait été atteint sans que la limite fixée par la CGT, à savoir la suppression sèche de postes, ne soit franchie. Conséquence sociale positive : cela permettrait d'éviter le report de charges sur les collègues restants.

**Nos revendications n'ont pas été entendues.** Pour CCF, la RCC se résume à une diminution des effectifs. Ce n'est pas le rôle d'un syndicat CGT de valider un tel dispositif.

Les rapports de l'expert du CSE nous démontre que 70% des charges sont externes et 30% internes (essentiellement les salaires). Il y a donc des marges de manœuvres sur les prestataires externes (cabinet de conseil etc.) que la direction ne va pas chercher, **préférant faire porter le poids de sa restructuration sur les salariés.**

Lorsque l'annonce de notre restructuration a été faite dans les médias, l'action a bondit de plus de 10%. Lorsque l'entreprise va bien, les actionnaires touchent des dividendes pour un « soi-disant » risque économique. Lorsque la crise éclate et qu'on annonce la suppression des emplois, leur capital augmente ! C'est pourtant bien aux actionnaires et non aux simples salariés d'assumer les risques.

Nous invitons la Présidente de Clear Channel à revoir sa stratégie nuisible à la cohésion dont nous avons tant besoin en ce moment et à **aller chercher l'argent là où il se trouve plutôt que dans l'exploitation intensive des salariés !**